

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2019)
Heft: 2

Artikel: "La déception est grande, mais la responsabilité est partagée"
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-867938>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Deux mardis par mois, la Société militaire de Genève organise des conférences-lunch très fréquentées dans son local à la rue des Granges.

Moyen-Orient

« La déception est grande, mais la responsabilité est partagée »

Col EMG Alexandre Vautravers

Ancien président SMG, 2013-2017

Au Moyen-Orient, les acteurs ont changé. Une nouvelle génération de dirigeants est apparue, succédant aux autocrates d'avant le « Printemps arabe ». Mais la plupart de ces jeunes chefs d'Etat ont déçu les gouvernements – particulièrement en Occident. Hasni Abidi, chargé de cours au Global Studies Institute (GSI) de l'Université de Genève, nous parle d'une région où tout change, où tout peut changer très rapidement et parfois... brutalement.

L'Union européenne, comme la France, n'ont guère de politique étrangère et guère d'influence dans la région. Seuls les USA peuvent effectivement y déployer des forces, décider du début d'un conflit, stabiliser ou déstabiliser un Etat, faire ou défaire des dirigeants.

Quatre dates ont marqué l'histoire du Moyen-Orient récent :

- 1979 est la date de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, qui a déclenché une résistance nationaliste et religieuse contre l'URSS. Mais c'est aussi l'année de la révolution de Khomeiny en Iran – une « révolution par le haut ».
- 2001 marque avec fracas le développement du terrorisme islamique international (9/11).
- 2003 est la date de l'invasion de l'Irak par une coalition emmenée par les USA, qui détruit la dernière digue à l'expansion chiite depuis l'Iran.
- Enfin le printemps arabe des années 2010 met en ballotage les régimes en place, face à une pression populaire. C'est une révolution « par le bas ».

Le Moyen-Orient souffre également d'un « échec postcolonial et de ses élites ». C'est également un échec de son modèle économique. A tel point qu'il n'y a aujourd'hui plus de projet de société. Le seul valable devrait être la création d'un Etat. Or jusque ici, le changement a été tellement constant, les élites et les Etats tellement faibles ! Ils sont en outre de plus en plus bousculés par

les tensions religieuses. Aujourd'hui, les revendications principales sont identitaires. On se raccroche aux valeurs refuges : la religion, l'identité. Le conflit politique est donc alimenté par le conflit religieux.

Quelles solutions ?

De nouveaux acteurs apparaissent, à l'instar de la Turquie, en tant que puissance régionale. L'arrivée de la Russie pourrait changer la donne et les USA se placeraient alors devant un choix : abandonner leur présence ou au contraire réinvestir le Moyen-Orient, au besoin par la force. Ces nouveaux acteurs se réorganisent et s'influencent au travers de nouveaux canaux : les Etats arabes font du charme à un gouvernement d'extrême droite en Israël afin d'atteindre Donald Trump.

Vu d'Europe, faut-il privilégier la stabilité ? La stabilité repose sur des Etats forts, qui eux-mêmes reposent sur des institutions fortes – notamment une armée et une administration professionnelles. Pour Hasni Abidi, cette solution n'est pas viable à long terme. Car ce modèle d'Etat est coûteux et – en raison des médias et de l'Internet – il devient de plus en plus coûteux.

La clé est donc dans les mains de la classe moyenne. Tant que celle-ci est pressée par les coûts et l'entretien somptuaire de son propre gouvernement, tant qu'elle cherche à quitter son pays, il n'y aura guère de solution politique. Pour cela, il faut un véritable projet de société, une motivation. Plutôt que de modifier les frontières, peut-être que le fédéralisme, la décentralisation, feront partie de ce projet d'avenir et de société.

A+V